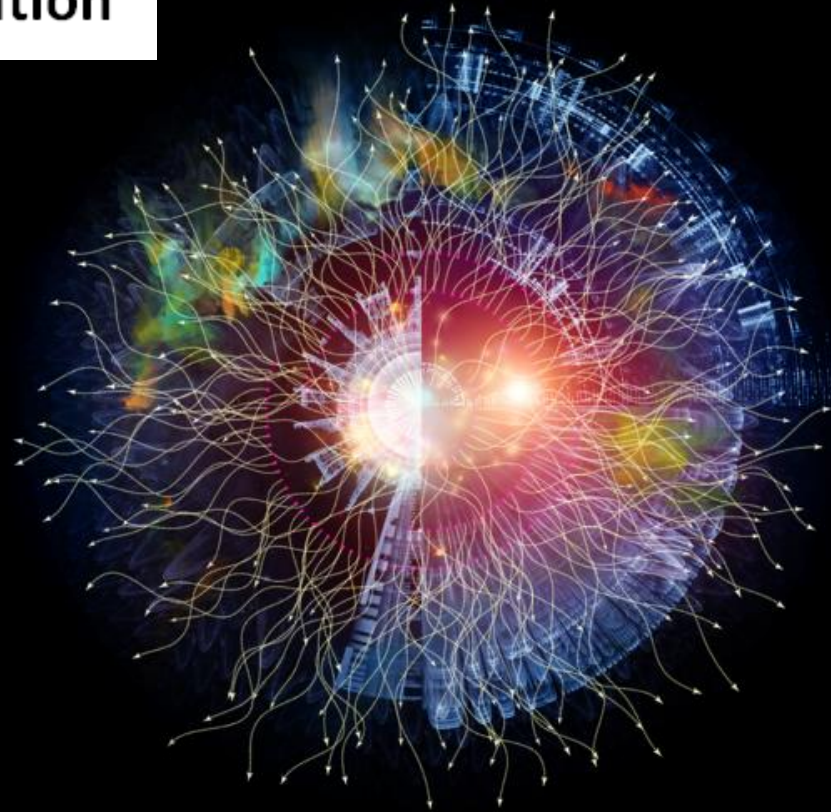


Ministère de la Transformation

Numérique, de l'Innovation et de la

Modernisation de l'Administration



Étude sur la fiscalité relative au secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) en Mauritanie

Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et des Technologies de l'Information et de la Communication

Contexte et objectifs de la mission

Enjeux et objectifs de la mission

L'UGP WARCIP souhaite avoir une évaluation de la fiscalité au regard du triptyque suivant :

- Capacité des opérateurs à investir et à développer de nouveaux services
- Maximisation des recettes de l'État de Mauritanie
- Généralisation de l'adoption des services numériques

Objectifs de la mission

1. Développer un modèle, prenant compte de celui déjà mis en place, et permettant de :
 - Mettre en rapport le niveau de fiscalité par type d'impôt avec les inducteurs clés du marché (prix, investissements, couverture, etc.)
 - Calculer des prévisions de :
 - i) développement du secteur des TIC
 - ii) des recettes budgétaires de l'État sur deux périodes distinctes (5 et 10 ans), en tenant compte à la fois : des recettes sur le secteur de la téléphonie et internet mobile et les autres secteurs
 - Permettre de tester l'impact du coût de renouvellement des licences GSM et de l'arrivée de la 4G.
2. Formuler des recommandations au Gouvernement pour contribuer à la mise en place d'une fiscalité visant à stimuler la croissance des investissements et la pénétration des services et à renforcer la contribution du secteur au budget de l'État

Modélisation

Fondement Théorique

3. Présentation du modèle

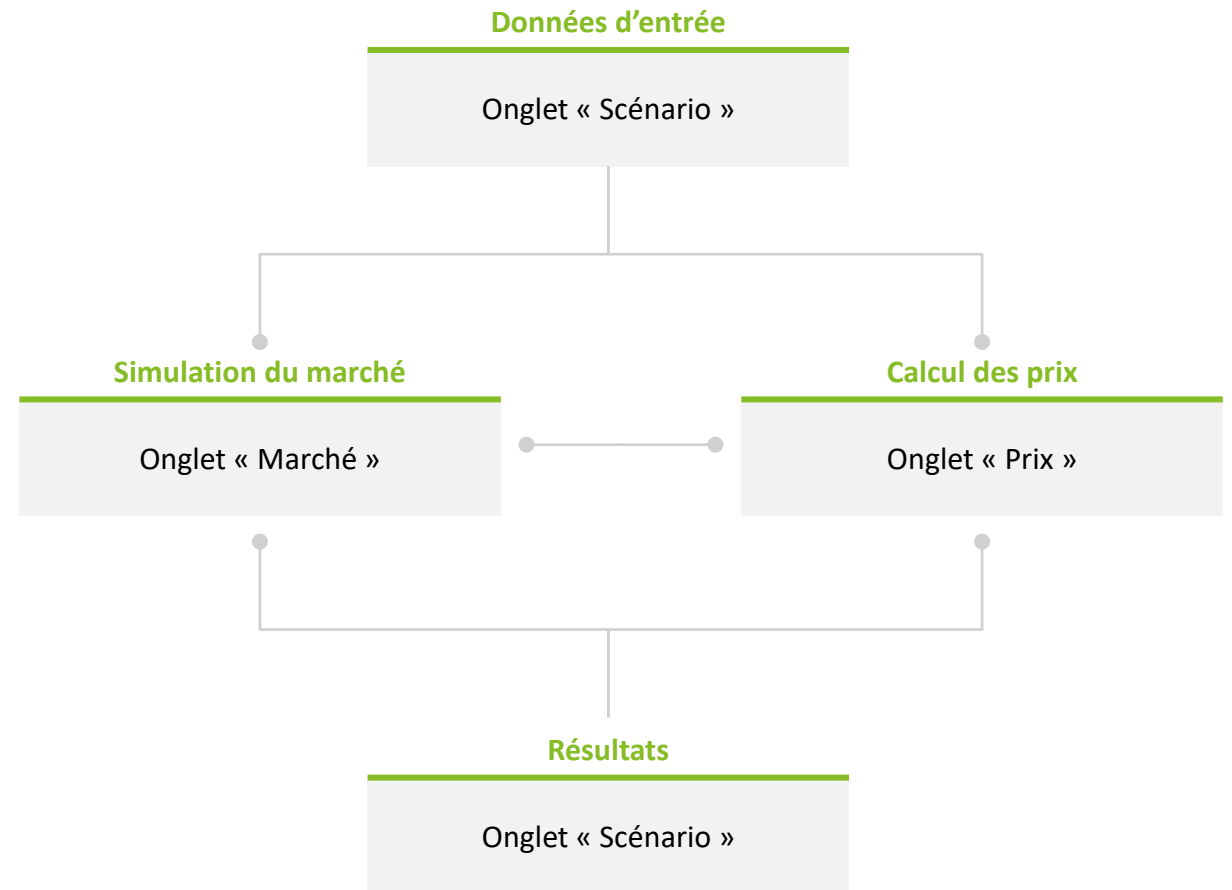
Présentation fonctionnelle du modèle

Le modèle repose sur une approche liant à la fois la demande finale des consommateurs, le plan d'affaires des opérateurs et les recettes de l'État.

Le modèle repose sur deux briques qui sont alimentées par les données d'entrées (« Scénario »)

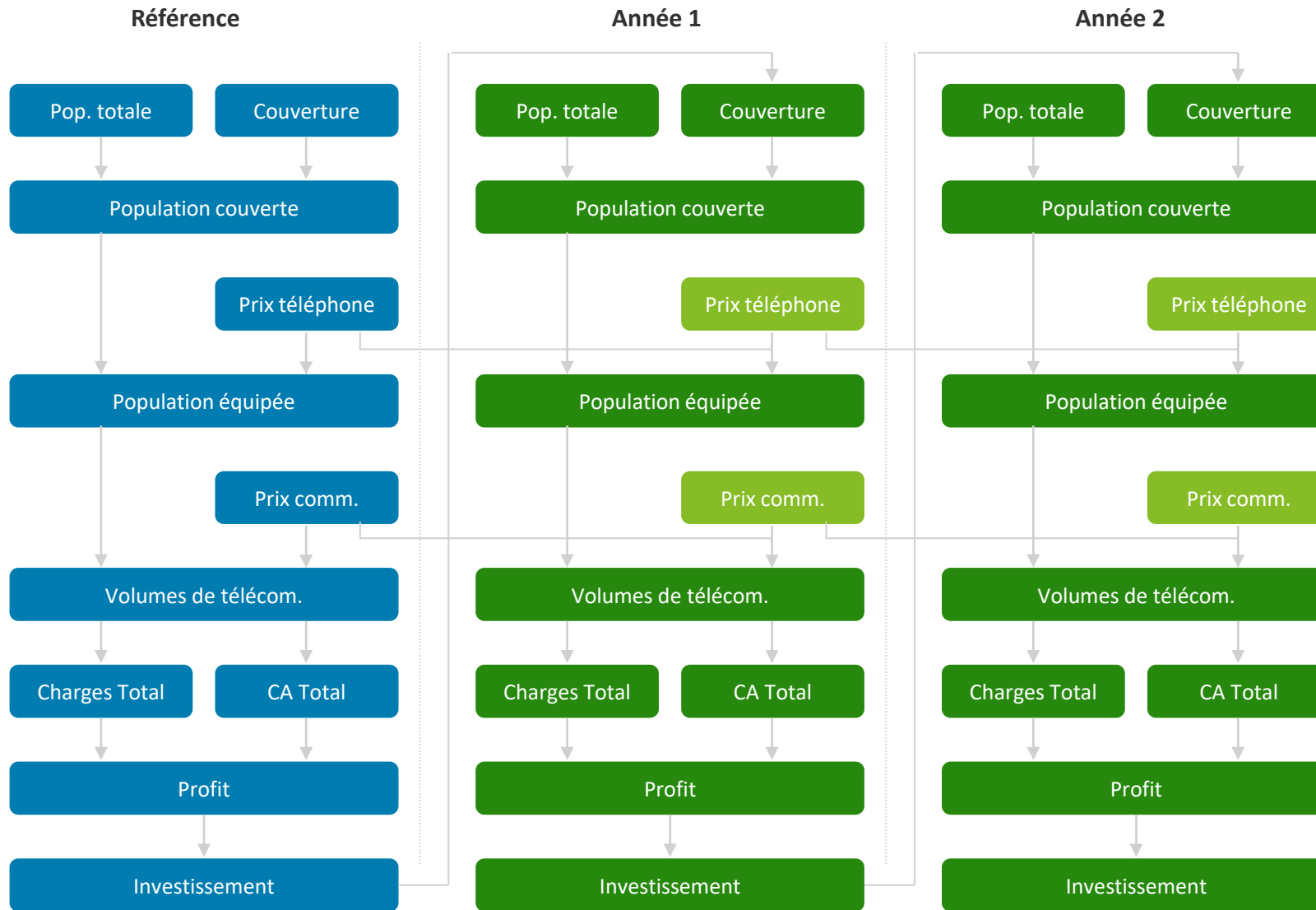
- les calculs au niveau de l'ensemble du **marché** comme le taux de pénétration ou les volumes consommés (« Marché »),
- les calculs des **prix des équipements et des services** (« Prix ») et le calcul des résultats de chaque opérateur (« Par opérateur »).

Les résultats sont ensuite intégrés dans le même onglet « Scénario » afin de pouvoir changer les paramètres et observer immédiatement leurs impacts.



3. Présentation du modèle

Présentation de la mécanique détaillée



1. À partir des taux des couvertures par technologie et de la population, on calcule la population adressable
2. En s'appuyant sur la fiscalité, on calcule le prix des terminaux de base et smartphone, puis on calcule la population équipée
3. En s'appuyant sur la fiscalité, on calcule le prix des communications et de la data et les volumes qui seront consommés par les populations équipées.
4. À partir des prix et des volumes, on calcule le chiffre d'affaires et les charges du secteur
5. À partir du profit on calcule l'investissement des opérateurs par technologie et leurs impacts sur les taux de couverture

Modélisation

Définitions des scénarios

4. Scénarios et résultats de modélisation

Présentation des différents scénarios

- La simulation s'appuie sur différents scénarios pour **analyser les effets du passage d'une situation fiscale actuelle** à une autre
- Les deux points étudiés sont la couverture 4G et les recettes fiscales.
- Le scénario de référence, basé sur la politique fiscale en vigueur, est défini comme le scénario 0.
- Les 5 scénarios suivants sont alors étudiés en comparaison :
 - Le Scénario 1 correspondant à la suppression de la contribution à la recherche et à la formation des TIC.
 - Le Scénario 2 qui représente la suppression de la part variable des licences GSM.
 - Le Scénario 3 considérant une baisse de 5 % de la part fixe des licences GSM.
- Pour ces trois premiers scénarios, la baisse de fiscalité n'est pas répercutée au consommateur et les taxes non mentionnées restent inchangées.
 - Le Scénario 4 qui correspond à l'introduction d'une taxe spécifique à 2 % du CA. Ici, la hausse de la fiscalité est considérée comme entièrement répercutée sur les prix aux consommateurs. Les autres taxes restent inchangées.
 - Le Scénario 5 qui représente une baisse de 5 % des taxes sur le chiffre d'affaires entièrement répercutée sur les prix aux consommateurs.

Modélisation

Scénario 0 : scénario de référence

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 0 : scénario de référence

- La politique fiscale dans le scénario de référence est définie sur la base de la politique fiscale en vigueur.
- Ce choix a été fait afin de pouvoir comparer les autres scénarios à celui-ci et ainsi modéliser l'impact d'un changement de politique fiscale.

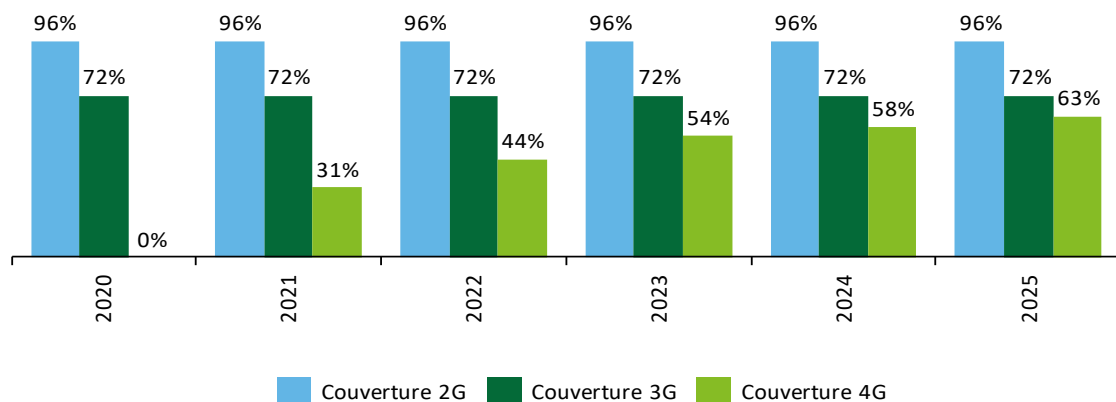
Politique fiscale

Taxes sur les opérateurs	Impôts sur les bénéfices	25 % des bénéfices
	Fonds d'Accès au Service universel	3 % du CA net des charges d'interconnexion
	Redevances de régulation	2 % du CA net des charges d'interconnexion
	Contribution à la recherche et à la formation des TIC	1 % du CA net des charges d'interconnexion
Licences GSM	Annuité (valeur actualisée du paiement initial)	1 milliard de MRU
	Part variable	2,5 % du CA annuel
Taxes sur les équipements et les services de communications	Douanes sur les téléphones	20 % de la valeur
	Douanes sur les cartes SIM	20 % de la valeur
	TVA sur les cartes SIM	18 % de la valeur
	TVA sur les téléphones	18 % de la valeur
	TVA sur les services de télécommunications	18 % de la valeur

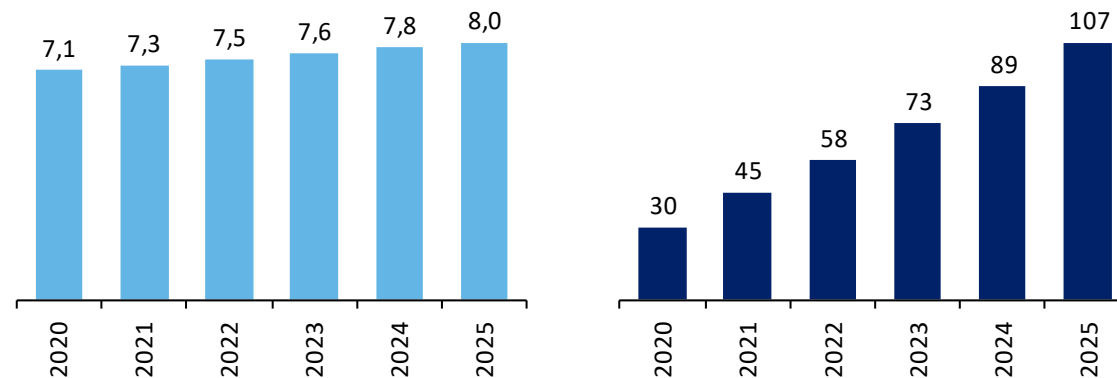
4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 0 : taux de couverture et volumes totaux

Taux de couverture 2G, 3G et 4G dans le scénario de référence (en pourcentage de la population)



Volumes totaux (voix en milliards de minutes et data en millions de giga-octets)



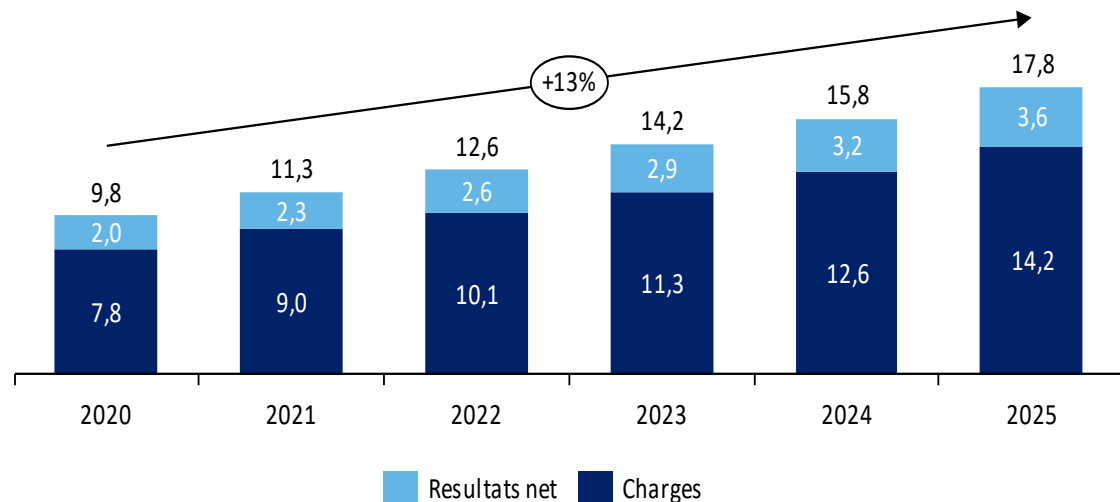
- Les opérateurs n'investissent plus dans la couverture 2G, qui n'évolue plus.
- En l'absence de changement de fiscalité, le modèle prévoit que le taux de couverture en 4G passe de 0 % de la population en 2019 à 63 % de la population en 2025, soit une augmentation de 13 pts par an.

- Les volumes de communications voix progressent au même rythme que la population, soit une augmentation moyenne de 2% par an entre 2020 et 2025.
- Les volumes de data passent de 30 millions de Go en 2020 à 107 millions de Go en 2025, soit une augmentation de 29 % en moyenne par an.

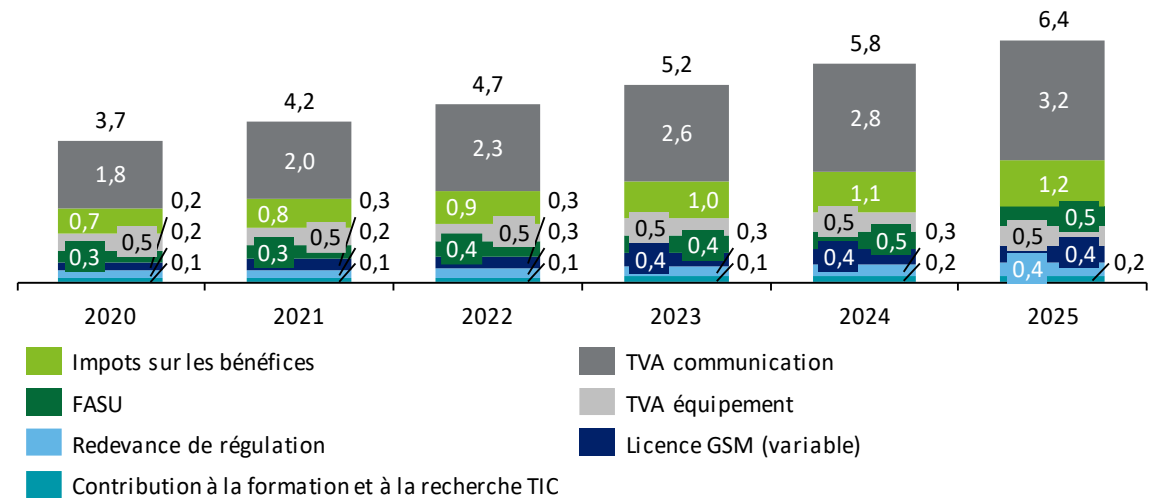
4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 0 : CA du secteur et recettes fiscales

Chiffre d'affaires, charges (y.c. fiscales) et résultat net (milliards MRU)



Recettes fiscales par taxe (milliards de MRU)



- Le CA du secteur est en hausse de 13 % en moyenne par an sur la période, passant de 9,8 milliards de MRU en 2020 à 17,8 milliards de MRU en 2025.
- Le taux de marge du secteur n'évolue pas en l'absence de changement de fiscalité. Le résultat net total du secteur passe de 2,1 milliards de MRU en 2019 à 4,1 milliards de MRU en 2025.

- La taxe sur la valeur ajoutée sur les communications est la taxe la plus rémunératrice, rapportant 1,8 milliard de MRU en 2020 et 3,2 milliards de MRU en 2025.
- L'impôt sur les bénéfices rapporte entre 0,7 milliard en 2019 et 1,2 milliard en 2025.
- Les autres taxes sont moins rémunératrices.

Modélisation

Scénario 1 : suppression de la contribution à la recherche et à la formation des TIC

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 1 : suppression de la contribution à la recherche et à la formation des TIC

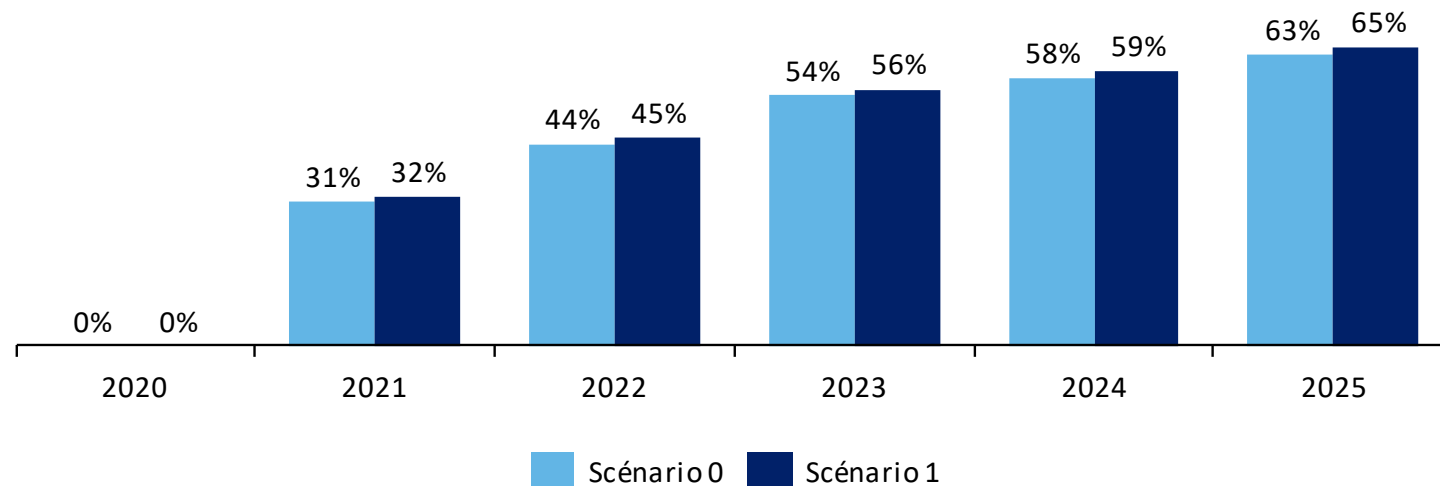
Politique fiscale

Taxes sur les opérateurs	Impôts sur les bénéfices	25 % des bénéfices
	Fonds d'Accès au Service universel	3 % du CA net des charges d'interconnexion
	Redevances de régulation	2 % du CA net des charges d'interconnexion
	Contribution à la recherche et à la formation des TIC	0 % du CA
Licences GSM	Annuité (valeur annualisée du paiement initial)	1 milliard de MRU
	Part variable	2,5 % du CA annuel
Taxes sur les équipements et les services de communications	Douanes sur les téléphones	20 % de la valeur
	Douanes sur les cartes SIM	20 % de la valeur
	TVA sur les cartes SIM	18 % de la valeur
	TVA sur les téléphones	18 % de la valeur
	TVA sur les services de télécommunications	18 % de la valeur

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 1 : le taux de couverture est de 2 points supérieur au scénario de référence

Comparaison de la couverture 4G (en % de la population) entre le scénario de référence et le scénario avec suppression de la contribution à la formation TIC

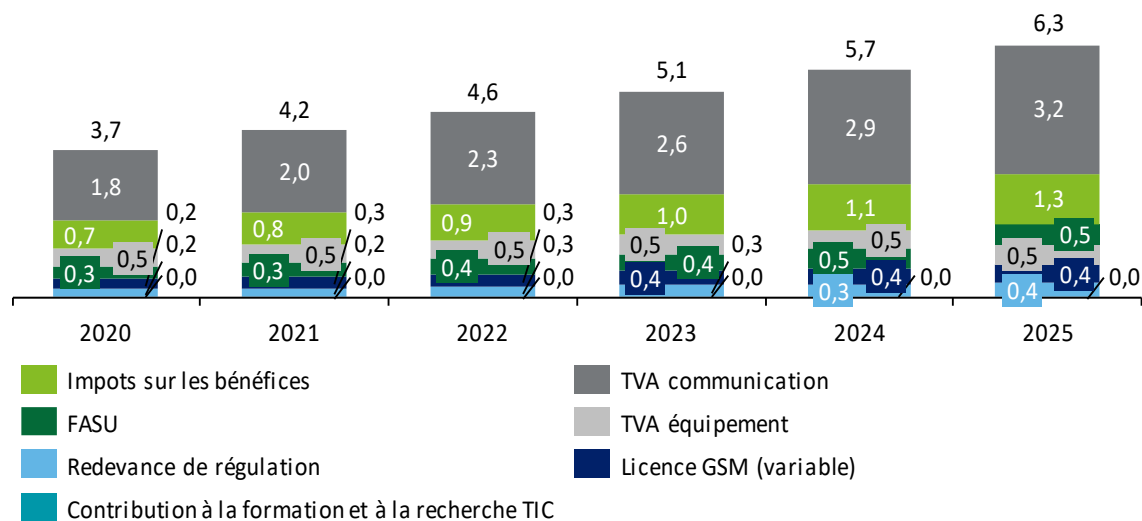


- La suppression de la contribution à la recherche et à la formation des TIC, augmente le taux de couverture 4G de 2 points à l'horizon 2025 par rapport au scénario de référence

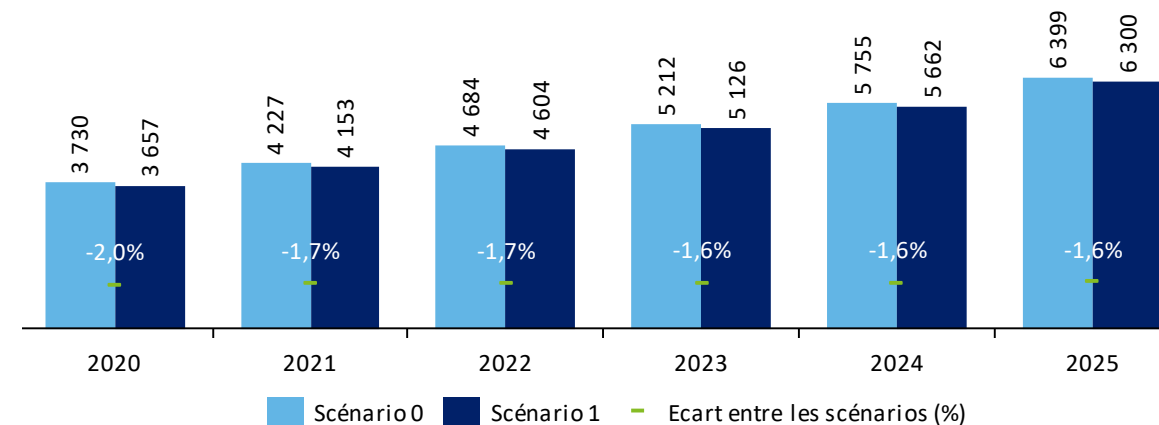
4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 1 : baisse des recettes fiscales de 1,6% à l'horizon 2025

Recettes fiscales par taxe (milliards de MRU)



Montant collecté par l'État entre le scénario de référence et le scénario avec suppression de la contribution à la formation TIC (millions de MRU)



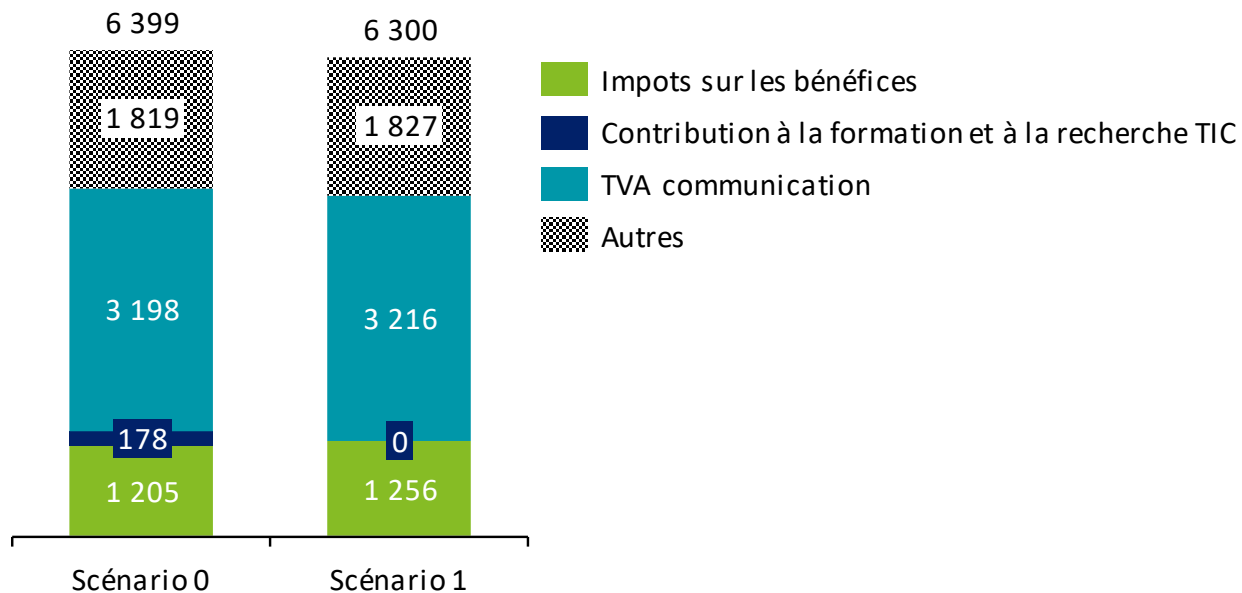
- La taxe sur la valeur ajoutée sur les services de communications reste la taxe la plus rémunératrice : 1,8 milliard de MRU en 2020 et 3,2 milliards en 2025.
- Les impôts sur les bénéfices rapportent 0,7 milliard en 2020 et 1,3 milliard en 2025.

- L'État collecte 74 millions en moins en 2020 (soit une baisse de 2,0 % du montant collecté) et 99 millions de moins en 2025 (soit une baisse de 1,6 %).
- Cette baisse provient de la perte des revenus associés à la taxe sur la formation des TIC, qui n'est pas compensée par la hausse des impôts et de la TVA sur les volumes additionnels.

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 1 : la hausse de recettes de TVA et d'impôts sur les bénéfices ne compense pas la suppression de la contribution à la formation des TIC

Détail des montants collectés par l'État en 2025 dans le scénario de référence et avec la suppression de la contribution à la formation dans les TIC (millions de MRU)



- En comparant les montants collectés par l'État pour l'année 2025, on remarque que les recettes de TVA sur les services de communications augmentent de 19 millions et les impôts sur les bénéfices de 52 millions.
- Ces hausses ne compensent pas la baisse de 178 millions du montant collecté au titre de la formation des TIC.

Modélisation

Scénario 2 : suppression de la part variable des licences GSM

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 2 : suppression de la part variable des licences GSM

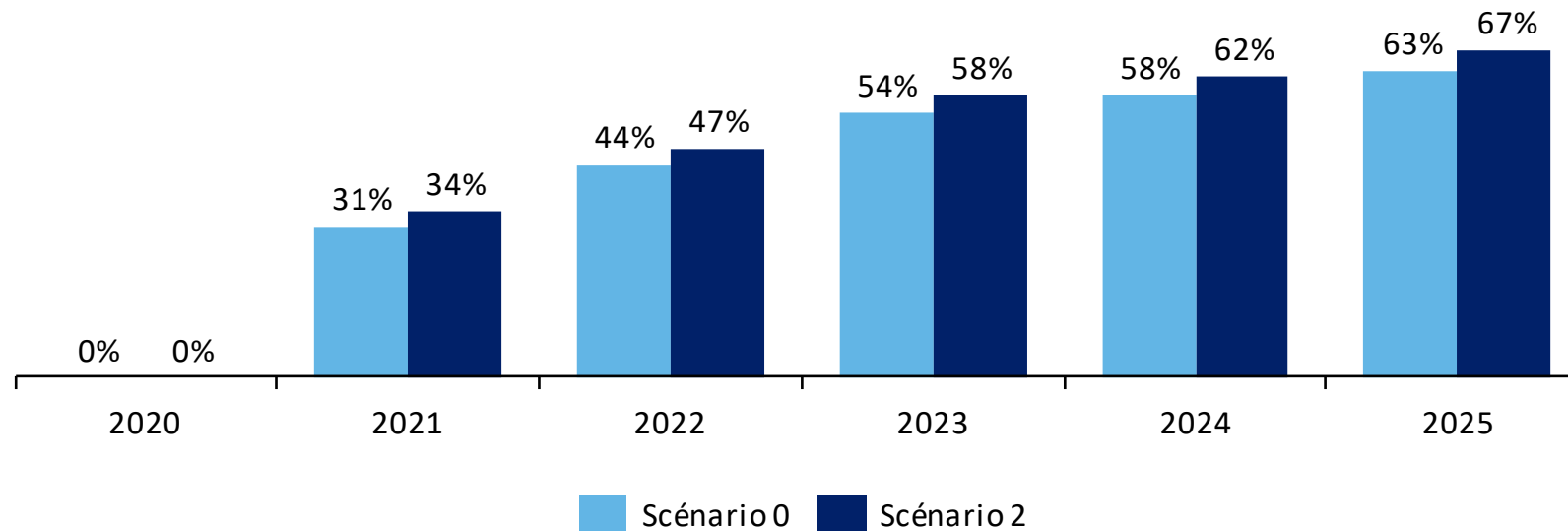
Politique fiscale

Taxes sur les opérateurs	Impôts sur les bénéfices	25 % des bénéfices
	Fonds d'Accès au Service universel	1 % du CA net des charges d'interconnexion
	Redevances de régulation	2 % du CA net des charges d'interconnexion
	Contribution à la recherche et à la formation des TIC	1 % du CA net des charges d'interconnexion
Licences GSM	Annuité (valeur actualisée du paiement initial)	1 milliard de MRU
	Part variable	0% du CA annuel
Taxes sur les équipements et les services de communications	Douanes sur les téléphones	20 % de la valeur
	Douanes sur les cartes SIM	20 % de la valeur
	TVA sur les cartes SIM	18 % de la valeur
	TVA sur les téléphones	18 % de la valeur
	TVA sur les services de télécommunications	18 % de la valeur

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 2 : hausse de 4 points du taux de couverture 4G en 2025

Couverture 4G (en % de la population) dans le scénario de référence et avec la suppression de la part variable des licences

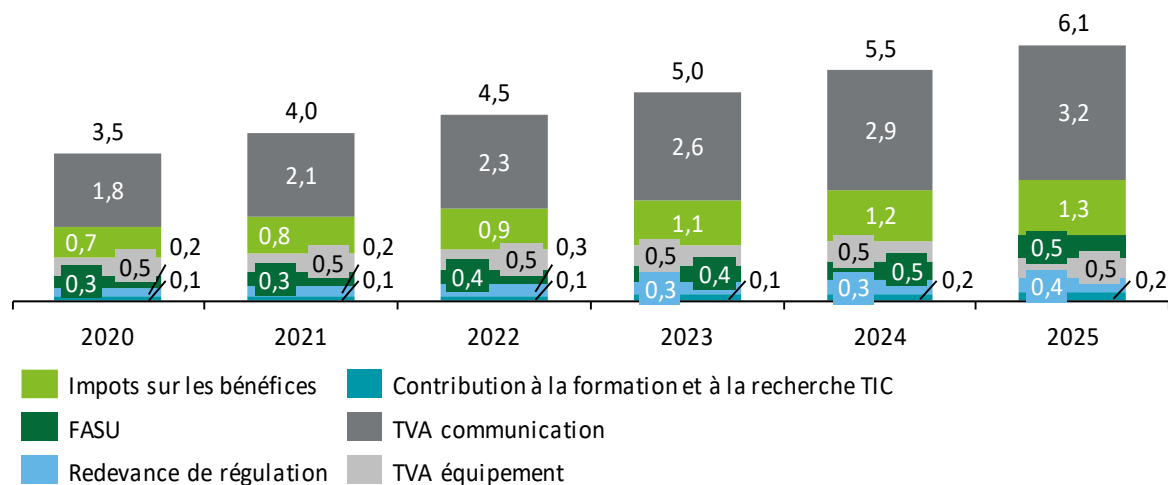


La suppression de la part variable des licences (2,5 % du CA) augmente le taux de couverture 4G de 4 points à l'horizon 2025 par rapport au scénario de référence, soit 67 % de la population couverte.

4. Scénarios et résultats de modélisation

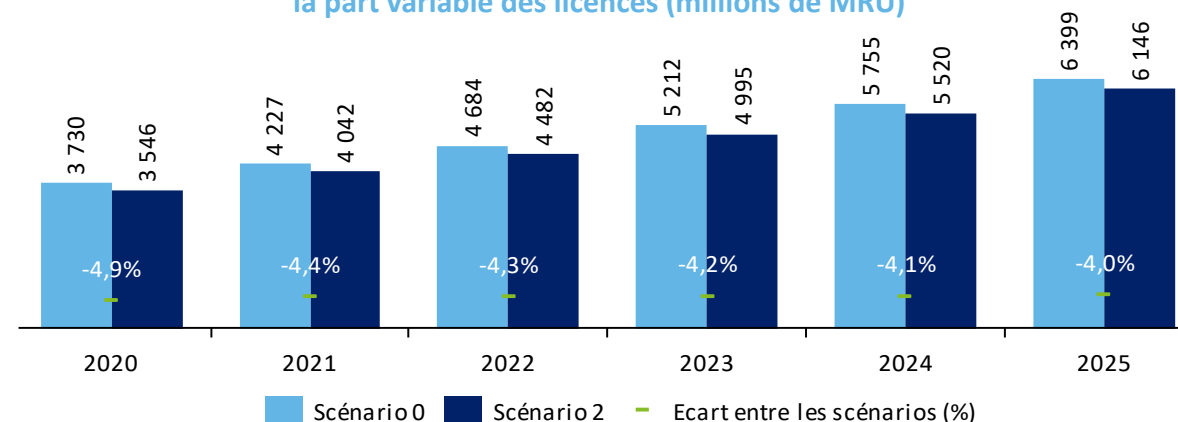
Scénario 2 : baisse de 4% des recettes fiscales à l'horizon 2025

Recettes fiscales par taxe (milliards de MRU)



- La taxe sur la valeur ajoutée sur les services de communications reste la taxe la plus rémunératrice : 1,8 milliard de MRU en 2020 et 3,2 milliards en 2025.
- Les impôts sur les bénéfices rapportent 0,7 milliard en 2019 et 1,3 milliard en 2025.

Montants collectés par l'État dans le scénario de référence et avec la suppression de la part variable des licences (millions de MRU)

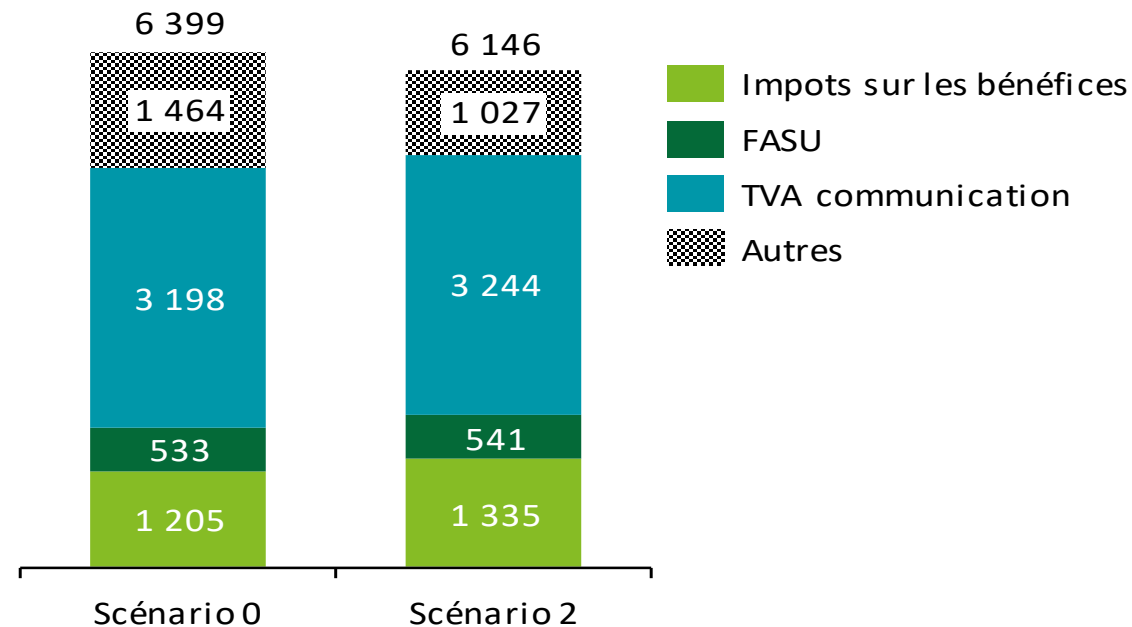


- L'État collecte 184 millions de moins en 2020 (soit une baisse de 4,9 % du montant collecté) et 253 millions de moins en 2025 (soit une baisse de 4,0 %).
- Cette baisse provient de la suppression du taux qui n'est pas compensée par l'augmentation des volumes data et donc des impôts et de la TVA.

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 2 : baisse de 253 millions du montant total collecté pour l'année 2025

Détail des montants collectés par l'État dans le scénario de référence et avec la suppression de la part variable des licences (millions de MRU)



- En comparant les montants collectés par l'État pour l'année 2025, on remarque une baisse du montant total collecté de 253 millions.
- Cette baisse se décompose en principalement : une baisse de 444 millions du montant collecté au titre de la part variable des licences GSM, une hausse de 130 millions des impôts sur les bénéfices et une hausse de 46 millions de la TVA sur les services de communications.

Modélisation

Scénario 3 : baisse de 50 % de la part fixe des licences GSM

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 3 : baisse de 50% de la part fixe des licences GSM

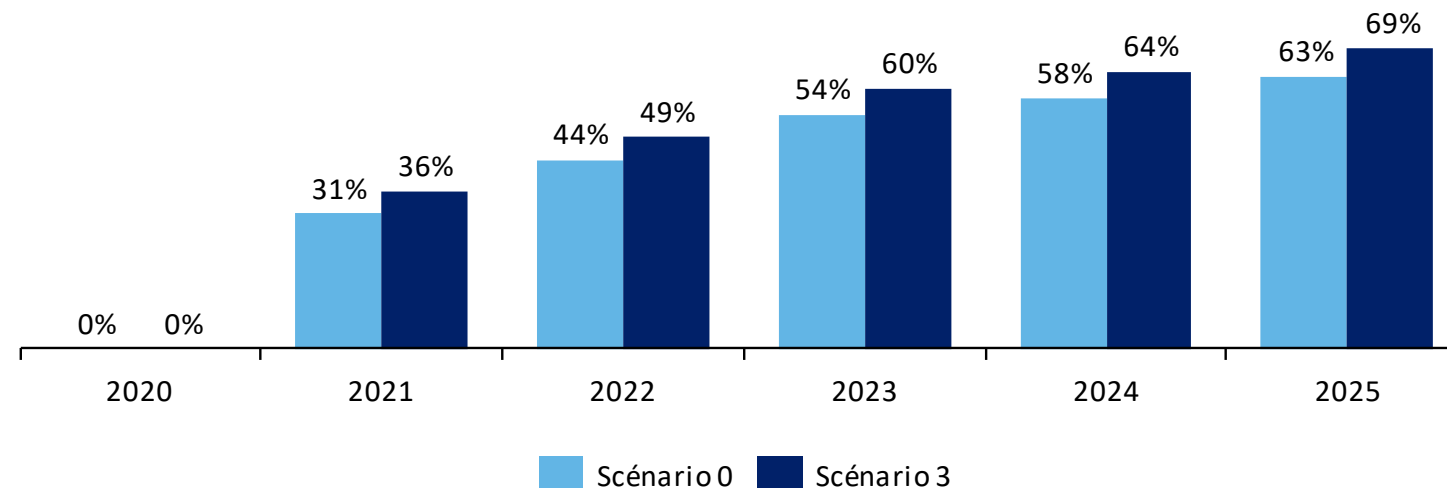
Politique fiscale

Taxes sur les opérateurs	Impôts sur les bénéfices	25 % des bénéfices
	Fonds d'Accès au Service universel	1 % du CA net des charges d'interconnexion
	Redevances de régulation	2 % du CA net des charges d'interconnexion
	Contribution à la recherche et à la formation des TIC	1 % du CA net des charges d'interconnexion
Licences GSM	Annuité (valeur actualisée du paiement initial)	50 millions de MRU
	Part variable	2,5 % du CA annuel
Taxes sur les équipements et les services de communications	Douanes sur les téléphones	20 % de la valeur
	Douanes sur les cartes SIM	20 % de la valeur
	TVA sur les cartes SIM	18 % de la valeur
	TVA sur les téléphones	18 % de la valeur
	TVA sur les services de télécommunications	18 % de la valeur

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 3 : Augmentation du taux de couverture 4G de 6 points à l'horizon 2025

Comparaison de la couverture 4G (en % de la population) entre le scénario de référence et celui avec une baisse de 5 % des montants fixes des licences

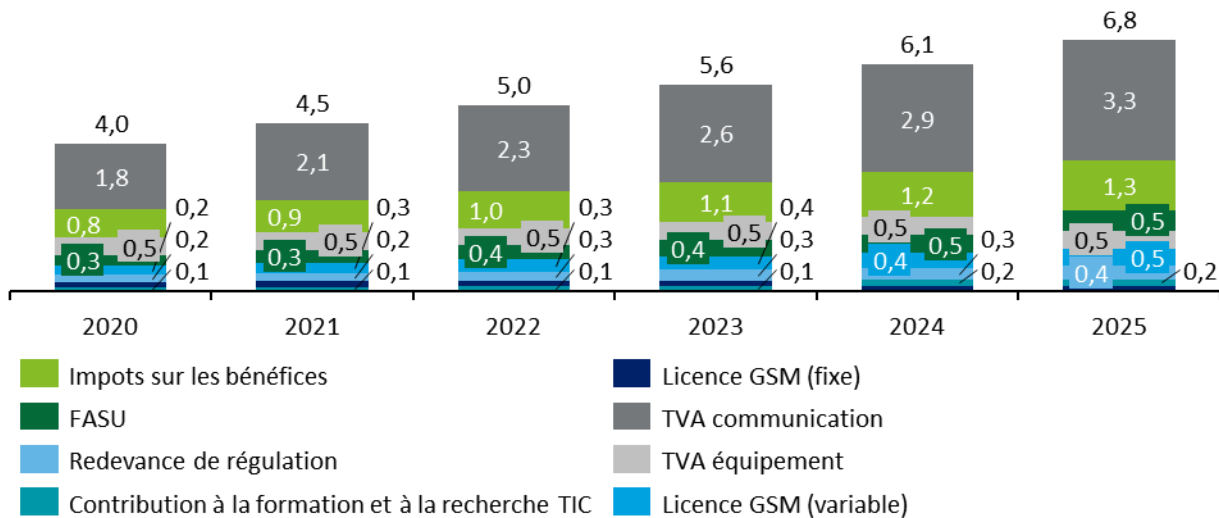


- La baisse de la part fixe de la licence de 5 % (950 millions par année de licence au lieu de 1 000 millions) augmente le taux de couverture 4G de 6 points à l'horizon 2025 par rapport au scénario de référence, soit 69 % de la population couverte.
- La baisse des charges fiscales sans répercussion sur le consommateur entraîne une hausse directe du résultat net des opérateurs qui entraîne à son tour une hausse des investissements et donc des volumes.

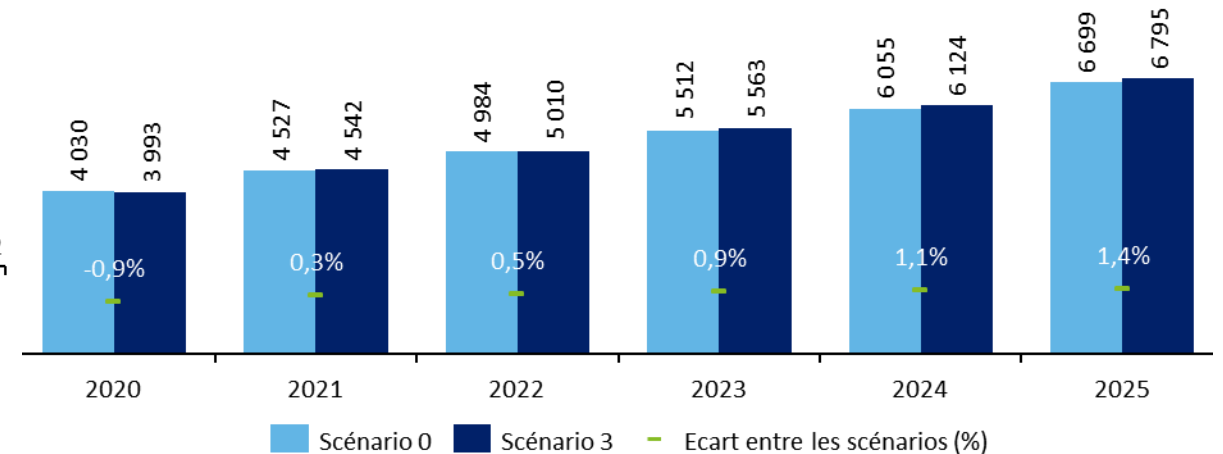
4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 3 : en 2025, l'État collecte 96 millions de plus par rapport au scénario de référence

Recettes fiscales par taxe (milliards de MRU)



Montant collecté par l'État dans le scénario de référence et avec la baisse de la part fixe des licences (millions de MRU)



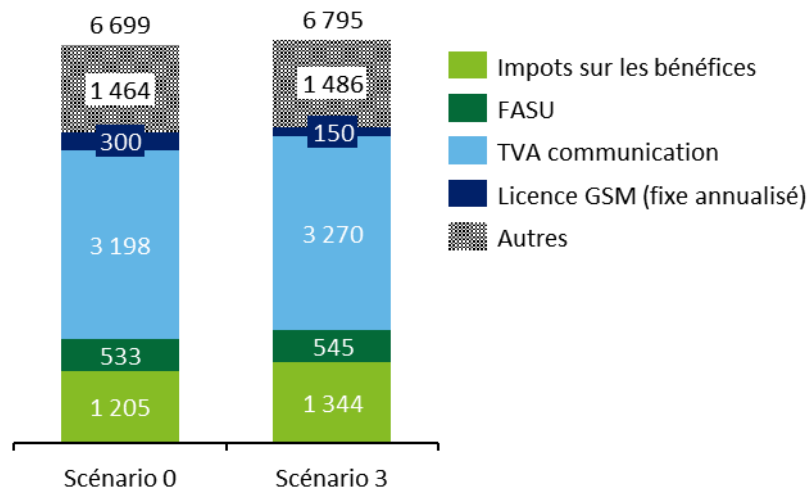
- La taxe sur la valeur ajoutée sur les services de communications reste la taxe la plus rémunératrice : 1,8 milliard de MRU en 2020 et 3,3 milliards en 2025.
- Les impôts sur les bénéfices rapportent 0,8 milliard en 2019 et 1,3 milliard en 2025.

- À la suite de la baisse de la part fixe des licences, l'État collecte 38 millions en moins en 2020. Toutefois, en 2025, l'État collecte 96 millions de plus par rapport au scénario de référence.
- La hausse globale du montant collecté par l'État en 2025 s'explique par le fait que la fiscalité appliquée sur un chiffre d'affaires qui augmente plus vite grâce à la politique fiscale plus favorable est supérieure à la baisse des ressources liées à l'allègement de la part fixe des licences.

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 3 : les recettes totales augmentent de 88 millions

Détail des montants collectés par l'État dans le scénario de référence et avec la baisse de la part fixe des licences (millions de MRU)



- On remarque que les recettes totales augmentent de 88 millions.
- Cette hausse s'explique notamment par une hausse du montant collecté au titre de la TVA sur les services de communications 68 millions et les impôts sur les bénéfices de 138 millions.
- Ces hausses compensent la baisse du montant collecté au titre du paiement initial des licences (- 150 millions) et une hausse du montant collecté de 88 millions est donc observée.

Modélisation

Scénario 4 : introduction d'une taxe spécifique à 2% du CA

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 4 : introduction d'une taxe spécifique à 2 % du CA

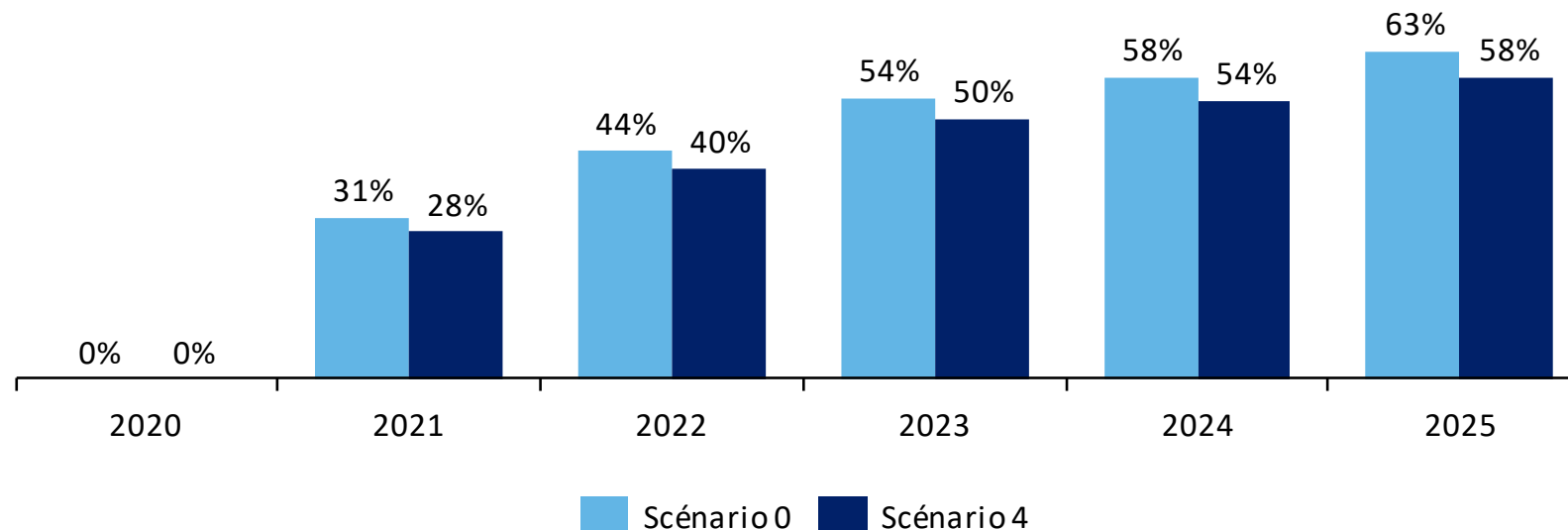
Politique fiscale

Taxes sur les opérateurs	Impôts sur les bénéfices	25 % des bénéfices
	Fonds d'Accès au Service universel	1 % du CA net des charges d'interconnexion
	Redevances de régulation	2 % du CA net des charges d'interconnexion
	Contribution à la recherche et à la formation des TIC	1 % du CA net des charges d'interconnexion
	Taxe spécifique	2 % du CA
Licences GSM	Annuité (valeur annualisée du paiement initial)	100 millions de MRU
	Part variable	2,5 % du CA annuel
Taxes sur les équipements et les services de communications	Douanes sur les téléphones	20 % de la valeur
	Douanes sur les cartes SIM	20 % de la valeur
	TVA sur les cartes SIM	18 % de la valeur
	TVA sur les téléphones	18 % de la valeur
	TVA sur les services de télécommunications	18 % de la valeur

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 4 : baisse de la couverture 4G de 5 points à l'horizon 2025

Comparaison de la couverture 4G (en % de la population) entre le scénario de référence et celui avec une taxe spécifique de 2 %

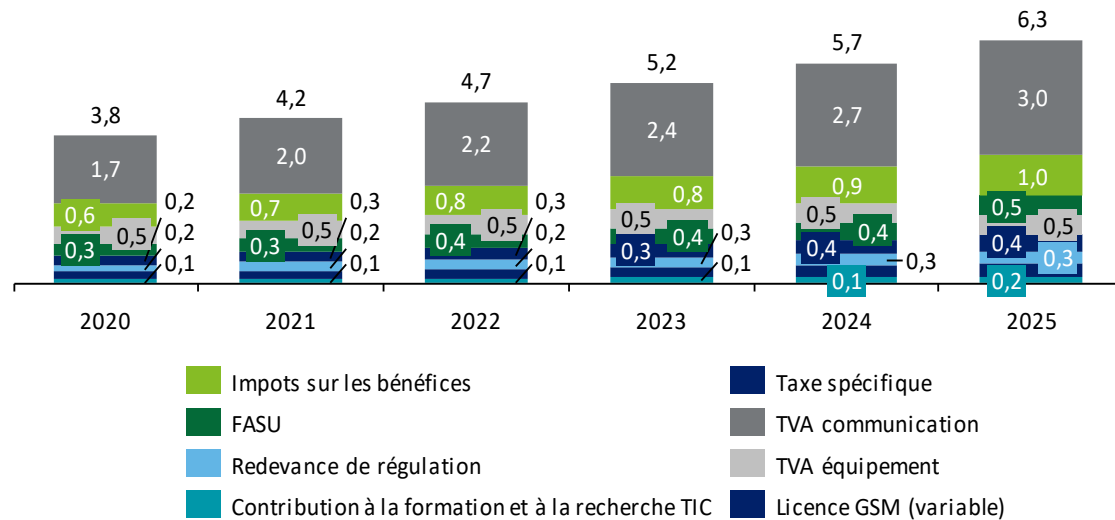


- Introduire une nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires de 2 %, entraîne une baisse de la couverture 4G de 5 points à l'horizon 2025 par rapport au scénario de référence.
- En effet, la répercussion de la hausse des taxes entraîne une baisse des volumes de communications. Cette baisse de volumes va à son tour entraîner une baisse de chiffre d'affaires et donc des bénéfices nets et *in fine* des investissements et de la couverture.

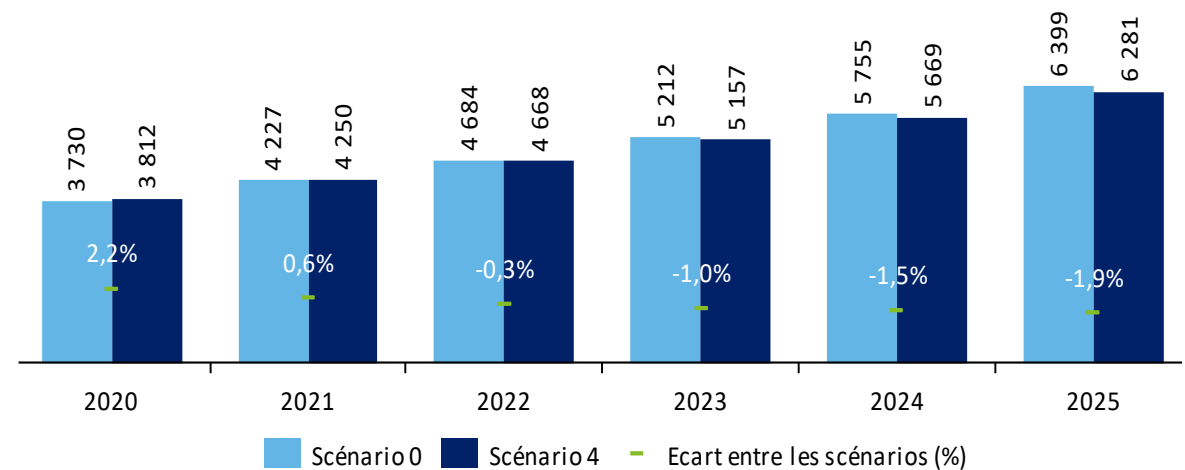
4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 4 : baisse de 1,9% des recettes de l'Etat en 2025

Recettes fiscales par taxe (milliards de MRU)



Montant collecté par l'État dans le scénario de référence et avec une taxe spécifique à 2 % (millions de MRU)



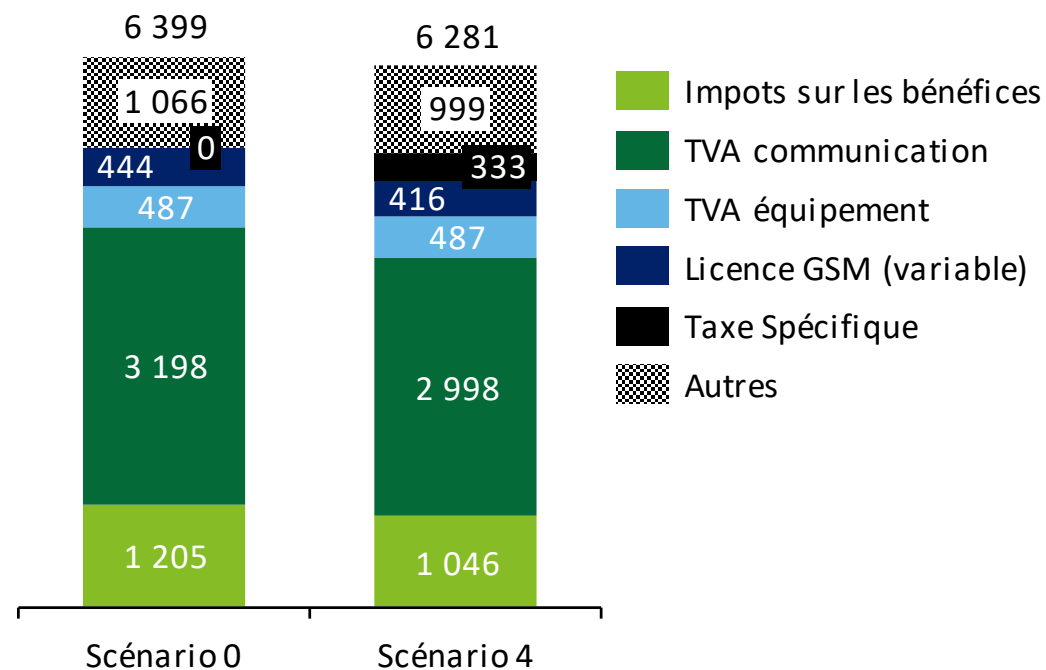
- La taxe sur la valeur ajoutée sur les services de communications reste la taxe la plus rémunératrice : 1,7 milliard de MRU en 2020 et 3,0 milliards en 2025.
- Les impôts sur les bénéfices rapportent 0,6 milliard en 2020 et 1,0 milliard en 2025.

- L'État collecte 82 millions en plus en 2020 (soit une hausse de 2,2 % du montant collecté) et 119 millions en moins en 2025 (soit baisse de 1,9 %).
- Cette hausse en hausse en 2020 provient des montants collectés au titre de la nouvelle taxe qui ne sont pas compensés par la baisse des autres taxes et impôts.
- À la suite de cette hausse de fiscalité et donc la baisse des investissements des opérateurs, la couverture est réduite et par conséquent l'assiette fiscale l'est également.

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 4 : les recettes totales baissent de 119 millions en 2025

Détail des montants collectés par l'État en 2025 dans le scénario de référence et le scénario avec l'introduction d'une taxe spécifique (millions de MRU)



- En comparant les montants collectés par l'État pour l'année 2025, on remarque que les recettes totales baissent de 119 millions à cause notamment d'une baisse de 199 millions de TVA sur les communications et d'une baisse de 158 millions d'impôts sur le revenu.
- Ces baisses ne sont qu'en partie compensées par la taxe spécifique qui permet de lever 333 millions. Il en résulte donc une baisse de 119 millions.

Modélisation

Scénario 5 : baisse de 5% des taxes sur le chiffre d'affaires

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 5 : baisse de 5% des taxes sur le chiffre d'affaires

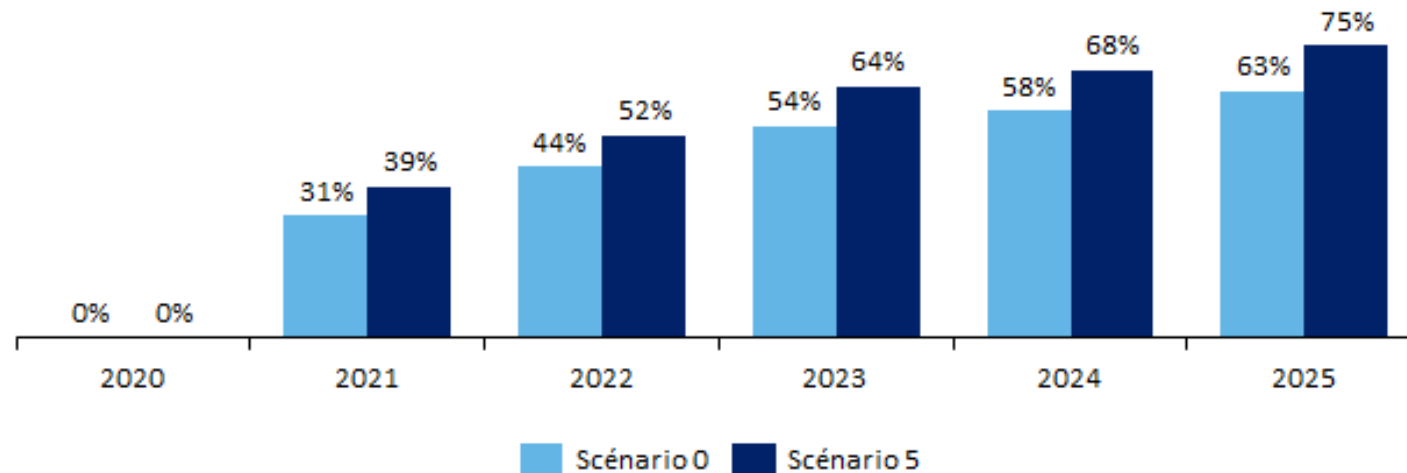
Politique fiscale

Taxes sur les opérateurs	Impôts sur les bénéfices	25 % des bénéfices
	Fonds d'Accès au Service universel	0 % du CA net des charges d'interconnexion
	Redevances de régulation	0 % du CA net des charges d'interconnexion
	Contribution à la recherche et à la formation des TIC	1 % du CA net des charges d'interconnexion
	Taxe spécifique	2 % du CA
Licences GSM	Annuité (valeur actualisée du paiement initial)	100 millions de MRU
	Part variable	2,5 % du CA annuel
Taxes sur les équipements et les services de communications	Douanes sur les téléphones	20 % de la valeur
	Douanes sur les cartes SIM	20 % de la valeur
	TVA sur les cartes SIM	18 % de la valeur
	TVA sur les téléphones	18 % de la valeur
	TVA sur les services de télécommunications	18 % de la valeur

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 5 : hausse de la couverture 4G de plus de 10 points à l'horizon 2025

Comparaison de la couverture 4G (en % de la population) entre le scénario de référence et celui avec une baisse de taxe de 5 %

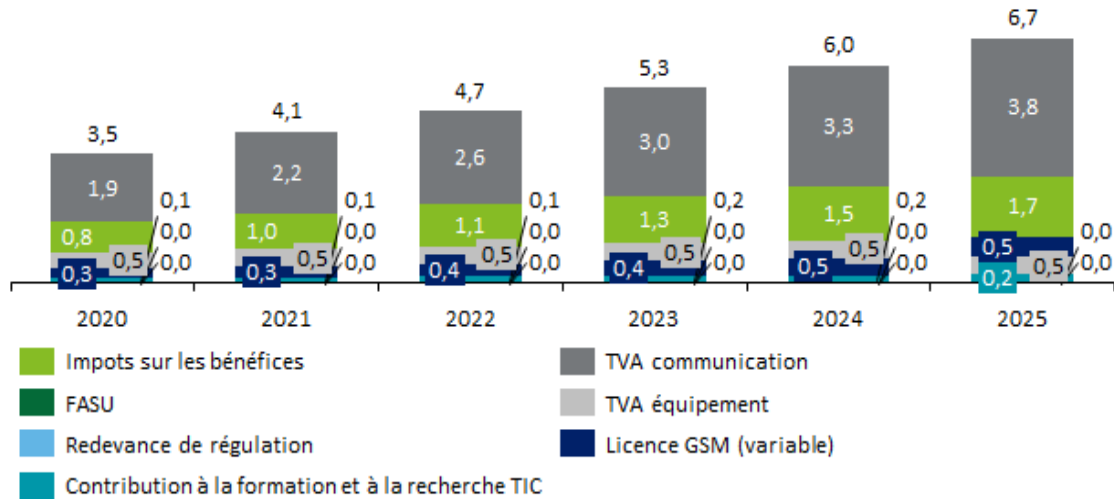


- Une baisse de 5 % des taxes sur le chiffre d'affaires entraîne une hausse de la couverture 4G de plus de 10 points à l'horizon 2025 par rapport au scénario de référence.
- En effet, la répercussion de la baisse des taxes entraîne une baisse des prix et donc une hausse des volumes de communications voix et data. Cette hausse de volumes va à son tour entraîner une hausse de chiffre d'affaires et donc des bénéfices nets et *in fine* des investissements et de la couverture.

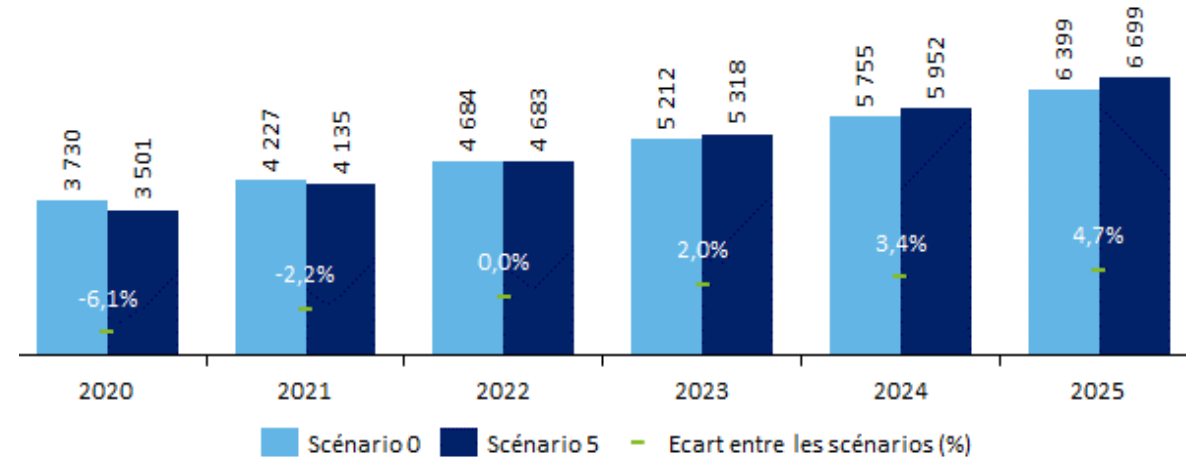
4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 5 : les recettes de l'Etat sont supérieures de 4,7% en 2025

Recettes fiscales par taxe (milliards de MRU)



Montant collecté par l'État dans le scénario de référence et ce scénario 5



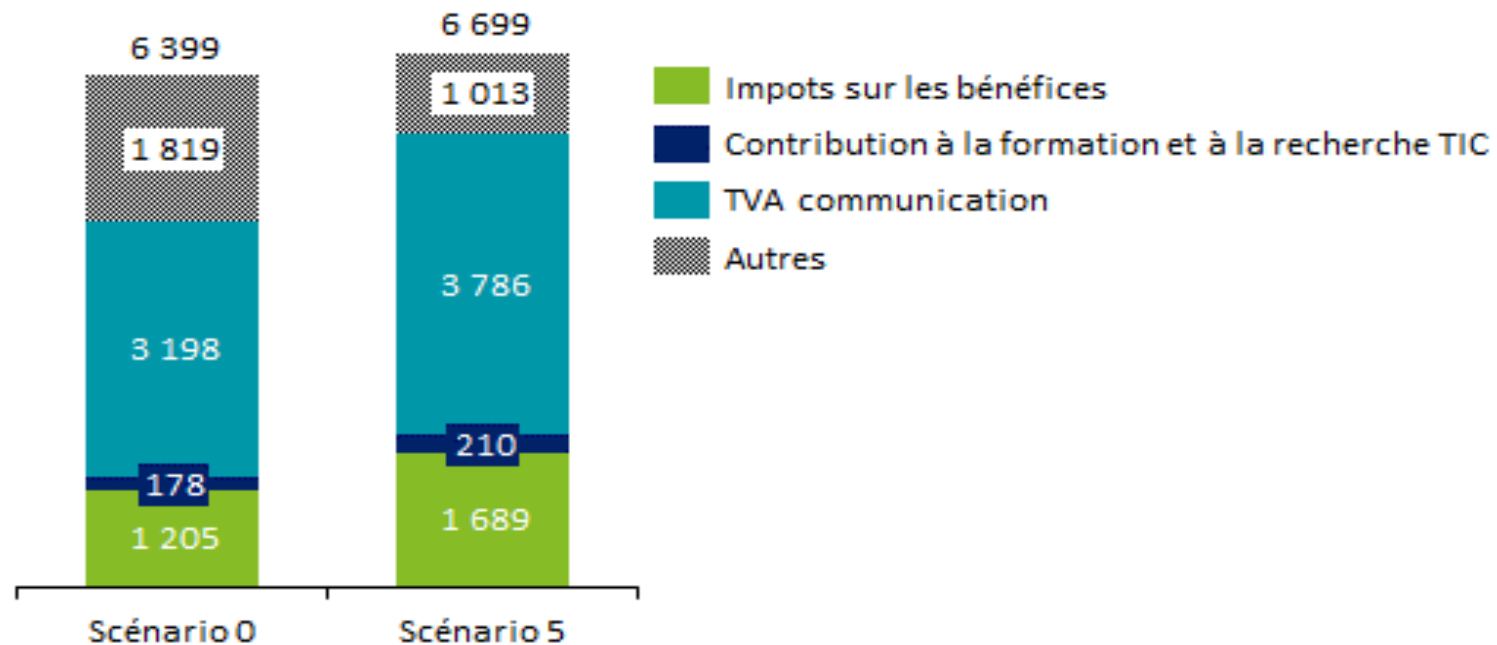
- La taxe sur la valeur ajoutée sur les services de communications reste la taxe la plus rémunératrice : 1,9 milliard de MRU en 2020 et 3,8 milliards en 2025.
- Les impôts sur les bénéfices rapportent 0,8 milliard en 2020 et 1,7 milliard en 2025.

- L'Etat collecte 229 millions en moins en 2020 (soit une baisse de 6,1 % du montant collecté) et 300 millions en plus en 2025 (soit hausse de 4,7 %).
- Cette baisse de recettes fiscales en 2020 provient de la baisse du taux de taxes qui n'est pas compensé par l'augmentation des volumes (voix et data) consommés.
- La hausse des recettes fiscales en 2025 s'explique par deux effets : premièrement une hausse des volumes consommés par personne due à la baisse des prix et deuxièmement l'augmentation du nombre de personnes connectées due à la couverture accrue. Ces hausses de volumes compensent la baisse de la pression fiscale.

4. Scénarios et résultats de modélisation

Scénario 5 : les recettes totales augmentent de 300 millions à l'horizon 2025

Détail des montants collectés par l'État en 2025 dans le scénario de référence et le scénario 5
(millions de MRU)



En comparant les montants collectés par l'État pour l'année 2025, on remarque que les recettes totales augmentent de 300 millions à cause notamment d'une hausse de 588 millions de TVA sur les communications, d'une hausse de 484 millions au titre des impôts sur les bénéfices et d'une baisse de 806 millions au titre des redevances de régulation et du FASU.

Modélisation

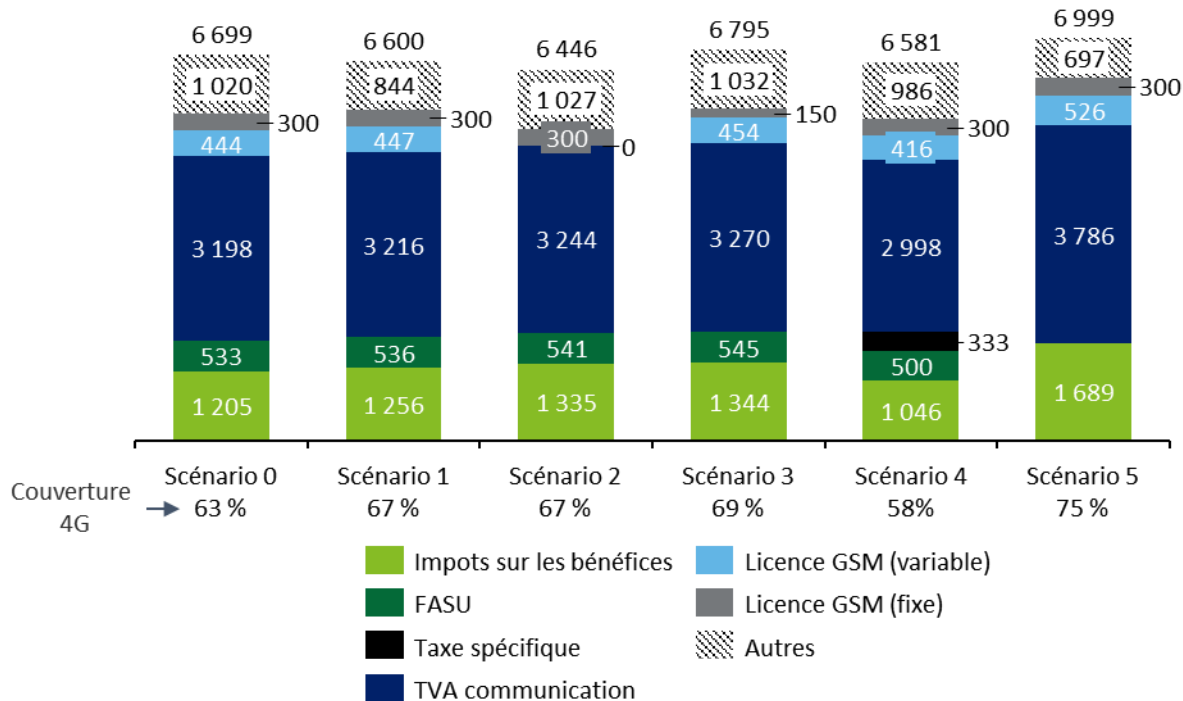
Enseignements

4. Scénarios et résultats de modélisation

Enseignements

Les résultats des différents scénarios pour 2025 sont synthétisés dans le graphique ci-dessous.

Synthèse des résultats des différents scénarios en termes de recettes fiscales (millions de MRU) et de couverture 4G (% de la population) en 2025



- Une **baisse des taxes sans répercussion** sur le prix de détail est donc **positive** pour le secteur (hausse de couverture), mais requiert un **renoncement** à une part des recettes fiscales. Une hausse des taxes impacte négativement le secteur entraîne à moyen terme des recettes moindres pour l'État.
- Une **baisse des taxes avec répercussion** sur le prix de détail est donc **positive** à la fois sur la **couverture** et sur les **montants collectés par l'État**. Ces résultats sont à interpréter avec **prudence**.
- Enfin, une politique fiscale axée sur la **baisse d'une charge fixe** (montant fixe payé initialement par les opérateurs au titre des licences GSM) entraîne en matière de recettes publiques des **résultats similaires** à ceux obtenus avec le scénario précédent (baisse des taxes et répercussions).

Recommandations

5. Recommandations

Etude de politiques fiscales mises en place dans d'autres pays

L'analyse des changements de politiques fiscales et des effets attendus par d'autres pays permet de dresser un panorama des changements de politiques fiscales envisageables selon les contextes et de comprendre les enjeux liés à chacune.

INDE

- L'Inde évalue un projet de loi visant la baisse des charges sur les services de télécommunications.
- Les taxes sur les revenus des lignes internet fixes pourraient passer de 8 % à 6 % pour **développer l'inclusion et favoriser l'accès à des connexions internet à plus bas coûts.**
- « La perte de revenu pour le gouvernement est estimée à près de 60 millions de roupies, mais les bénéfices d'un meilleur accès à internet, y compris la création d'emplois, dépassent de loin les recettes perdues »

Pakistan

- Le ministère des TICS propose cette baisse dans un objectif de développement du secteur en particulier sur l'expansion du réseau et sur l'amélioration de la qualité de service .

GHANA

- Le Ghana a mis en place une baisse des taxes sur les communications.
- Cette baisse de taxe a été répercutée sur le consommateur à travers une hausse des volumes associés à chaque offre.
- Cette baisse a été mise en place après l'apparition du COVID-19 pour **favoriser l'utilisation des services numériques par les ménages et les entreprises** . Le recul n'est pas encore suffisant pour évaluer l'impact de cette politique fiscale.

5. Recommandations

Etude de politiques fiscales mises en place dans d'autres pays

MADAGASCAR

- Une politique de réduction fiscale a également été mise en place avec une baisse des droits d'accises en 2019.
- Suite à cette baisse, les opérateurs « s'engagent à investir un montant équivalent à la baisse des droits d'accises sur la téléphonie mobile, pour **accélérer l'accès de la population aux services numérique** ».
- Cependant la baisse de taxe n'a été effective qu'une année et le gouvernement de la République de Madagascar a restauré à 10% le droit d'accise sur les télécommunications dans la loi de finances de 2020.
- La baisse de pression fiscale n'aurait pas tenu ses promesses, car pour le gouvernement malgache, non seulement le coût des télécommunications n'a pas baissé comme espéré, et l'État s'est également vu amputer d'un substantiel revenu fiscal, car les opérateurs télécoms n'auraient pas tenu leurs promesses .

BELGIQUE

- Le gouvernement wallon suspens pour deux années supplémentaires la taxe sur les pylônes en échange d'engagements des opérateurs.
- Les opérateurs télécoms s'engagent à investir 11 millions d'euros supplémentaires au profit de l'amélioration de la couverture mobile de la Wallonie.
- Cette prolongation de la suspension fait suite à une première suspension qui selon le gouvernement « a permis d'atteindre les objectifs qui étaient initialement prévus en termes de couverture de zones. »

FRANCE

- Une telle politique a été mise en place en France sous le nom de « New deal mobile ».
- Ainsi, plutôt que privilégier un critère financier, l'État avait décidé d'orienter l'effort des opérateurs vers **l'investissement en couverture 4G**, en **prévoyant de fortes obligations de couverture** dans le cahier des charges.
- Selon l'ARCEP « les résultats présentés ont permis de mettre en valeur les résultats concrets du New Deal Mobile et de souligner le maintien d'une forte dynamique de déploiement, en dépit du contexte sanitaire de ces derniers mois » .

5. Recommandations

Recommandation A - La fiscalité sur les téléphones mobiles n'impacte pas le taux d'équipement en téléphonie

- La part du marché informel est supposée importante
- Impact mitigé d'une baisse des taxes sur les équipements :
 - Les personnes exclues du secteur des télécommunications à cause du prix feraient toujours face aux mêmes contraintes budgétaires
 - La baisse des taxes sur les téléphones officiels ne réduirait probablement l'écart de prix avec les téléphones sur le marché informel
 - La baisse bénéficierait aux classes les plus aisées qui s'équipent déjà sur le marché officiel

La réduction des taxes sur les équipements ne permettrait donc pas d'augmenter significativement l'accès aux services de télécommunications et bénéficierait essentiellement aux populations les plus aisées. Nous ne recommandons donc pas de baisser les taxes sur les équipements.

A contrario, la hausse des taxes sur les équipements pourrait favoriser davantage les achats sur le marché informel. Il n'est donc pas recommandé d'augmenter les taxes sur les équipements.

5. Recommandations

Recommandation B - La hausse de la pression fiscale n'est pas propice au développement du secteur

- Une hausse (répercutée sur le consommateur) de 1 point des taxes sur le chiffre d'affaires entraîne une hausse des recettes fiscales à court terme mais une baisse des recettes fiscales et de la couverture 4G
- Il n'est donc pas recommandé d'augmenter la fiscalité

L'impact est résumé en termes de recettes fiscales et de couverture dans le tableau ci-contre

Impact d'une hausse de 1 point des taxes sur le chiffre d'affaires sur la couverture 4G (% de la population) et recettes fiscales cumulées (M MRU)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Différence de couverture 4G (% population)	0 %	-1,4 %	-1,7 %	-2,0 %	-2,2 %	-2,4 %
Différence de recettes fiscales (cumul, M MRU)	+42	+54	+48	+21	-21	-81

Une hausse de la pression fiscale entraîne à la fois une baisse de la couverture et des recettes fiscales à moyen terme. Le Consultant ne recommande pas d'augmenter les impôts et taxes sur les opérateurs.

5. Recommandations

Recommandation C - La baisse de la pression fiscale permet d'accélérer le développement du secteur

Recommandation applicable à long terme : diminuer le prix des licences

- La date de renouvellement des licences varie selon les opérateurs donc pas de changement de politique à court terme
- Une baisse d'une charge fixe entraîne une augmentation du montant collecté par l'État à moyen terme
- Baisse de la première année compensée dès la troisième année

L'impact est détaillé par année en termes de recettes fiscales et de couverture dans le tableau ci-dessous

Impact d'une baisse de 20 millions du prix fixe des licences GSM sur la couverture 4G (% de la population) et recettes fiscales cumulées (M MRU)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Différence de couverture 4G (% population)	0 %	+ 2,1 %	+ 2,2 %	+ 2,5 %	+ 2,5 %	+ 2,7 %
Différence de recettes fiscales (cumul, M MRU)	-15	-9	+2	+24	+52	+92

Le Consultant recommande donc à l'État de Mauritanie de baisser le prix des licences GSM pour favoriser les investissements des opérateurs qui peuvent porter sur la couverture et la qualité 4G. Cet investissement additionnel qui résulterait de la baisse du prix des licences pourrait être matérialisé dans la renégociation des cahiers des charges des opérateurs en imposant des taux de couverture et des qualités de services supérieurs en échange d'un allègement du prix des licences GSM.

5. Recommandations

Recommandation C - La baisse de la pression fiscale permet d'accélérer le développement du secteur

Recommandation applicable à court terme : baisser la pression fiscale sur le chiffre d'affaires

- L'État doit arbitrer entre couvertures 4G et recettes fiscales
- Une baisse (non répercutée sur le consommateur) des taxes sur le chiffre d'affaires entraîne une baisse des recettes fiscales sur la période 2020-2025 et une hausse de la couverture 4G
- Selon une étude de la Banque Mondiale, une augmentation de la pénétration du haut débit entraîne une hausse du PIB
- Par conséquent, l'augmentation de la pénétration de l'internet haut débit entraînerait une hausse des ressources supérieure à la perte due à la baisse des taxes sur le chiffre d'affaires en 2025

L'impact est détaillé en termes de recettes fiscales et de couverture dans le tableau ci-dessous

Impact d'une baisse de 1 point des taxes sur le chiffre d'affaires sur la couverture 4G (% de la population) et recettes fiscales cumulées (M MRU)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Différence de couverture 4G (% population)	0 %	+ 1,1 %	+ 1,2 %	+ 1,5 %	+ 1,5 %	+ 1,7 %
Différence de recettes fiscales (cumul, M MRU)	-74	-147	-227	-313	-405	-505

À court terme l'État de Mauritanie peut donc agir sur le développement du secteur en baissant les taxes sur le chiffre d'affaires des opérateurs. Cette baisse de taxes devra s'accompagner d'une baisse des recettes fiscales et parafiscales prélevées sur le secteur des télécommunications. Cette baisse pourra être compensée (au moins en partie) grâce à l'amélioration de la pénétration du haut débit, du PIB et donc des recettes de l'État.



À propos de Deloitte

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), son réseau mondial de cabinets membres et leurs entités liées. DTTL (également appelé « Deloitte Global ») et chacun de ses cabinets membres sont des entités indépendantes et juridiquement distinctes. DTTL ne fournit pas de services à des clients. Pour en savoir plus : www.deloitte.com/about. En France, Deloitte SAS est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.

Deloitte est l'un des principaux cabinets mondiaux de services en audit & assurance, consulting, financial advisory, risk advisory et tax & legal. Avec 312 000 collaborateurs implantés dans 150 pays, Deloitte, depuis plus de 150 ans, a su gagner par sa qualité de service la confiance de ses clients et créer ainsi la différence. Deloitte sert 80% des entreprises du Fortune Global 500®.

Deloitte France regroupe un ensemble de compétences diversifiées pour répondre aux enjeux de ses clients, de toutes tailles et de tous secteurs. Fort des expertises de ses 6 900 associés et collaborateurs et d'une offre multidisciplinaire, Deloitte France est un acteur de référence. Soucieux d'avoir un impact positif sur notre société, Deloitte a mis en place un plan d'actions ambitieux en matière de développement durable et d'engagement citoyen.